



Communiqué

Pour diffusion immédiate

le 1 décembre, 2021

La Police provinciale de l'Ontario a tellement de postes de première ligne à pourvoir qu'elle ne peut pas donner le niveau de service qu'elle est censée assurer : Vérificatrice générale

(Toronto) La Police provinciale de l'Ontario (OPP) comptait plus de 1 000 postes vacants d'agents de première ligne en 2020, soit plus du quart de tous les postes d'agents de première ligne financés. De nombreuses municipalités ontariennes desservies par la Police provinciale de l'Ontario reçoivent moins de services qu'elles ne le devraient, déclare la vérificatrice générale, Bonnie Lysyk, dans son *Rapport annuel 2021*. Entre 2016 et 2020, les heures de patrouille fournies aux municipalités et sur les routes provinciales ont diminué de 28 % (de 1,36 million à 975 000 heures), malgré l'augmentation des crimes signalés et des appels de service au cours des dernières années.

La vérification a révélé que les congés médicaux pris par les agents ayant reçu un diagnostic de trouble de stress post-traumatique (TSPT) contribuent de manière significative à l'augmentation des postes vacants dans les détachements. En 2020, la Police provinciale de l'Ontario a subi des coûts s'élevant à 42,7 millions de dollars en réclamations de la Commission de la sécurité professionnelle et de l'assurance contre les accidents du travail, en grande partie à cause du TSPT.

« La Police provinciale de l'Ontario perd des agents de première ligne, et les agents qui sont encore en poste subissent un stress traumatique et éprouvent des problèmes de bien-être connexes », a déclaré M^{me} Lysyk. « Notre vérification a permis de conclure que la Police provinciale de l'Ontario ne fournit pas toujours les services de police provinciaux et municipaux de manière efficace et efficiente. »

Parmi les 230 municipalités pour lesquelles la Police provinciale de l'Ontario disposait de données, 111 ont reçu moins de 75 % des heures que la Police provinciale de l'Ontario avait jugées nécessaires pour fournir des services de police adéquats conformément au modèle de déploiement de constables. De plus, 26 de ces municipalités ont reçu moins de 50 % des heures nécessaires. Dans l'ensemble, la Police provinciale de l'Ontario a fourni environ la moitié du nombre d'heures de patrouille en 2020 par rapport à 2011. La vérification a révélé que la Police provinciale de l'Ontario n'a pas analysé l'impact que cela a eu sur la sécurité publique.

Le rapport souligne également que la Police provinciale de l'Ontario ne dispose pas d'un modèle global à l'échelle de la province qu'elle pourrait utiliser pour déterminer périodiquement les besoins en personnel afin d'ajuster le déploiement des agents dans les divers détachements. D'après le rapport, dans les régions où le nombre de postes vacants de première ligne est plus élevé, moins de crimes sont résolus. De plus, la Police provinciale de l'Ontario ne suit pas ou ne contrôle pas avec précision les délais de réponse aux appels, un indicateur important lié à la sécurité publique. « La Police provinciale de l'Ontario n'a effectué aucune analyse afin de prévoir dans quelle mesure les postes laissés vacants pour cause de stress continueront d'augmenter au cours des prochaines années, ou si ces effets peuvent être atténués », a déclaré M^{me} Lysyk. « La Police provinciale de l'Ontario doit s'attaquer à ses problèmes de première ligne, sinon les collectivités qu'elle dessert pourraient subir les conséquences d'une réduction de la sécurité publique, tout en subissant une hausse des coûts. »

Le rapport d'audit contient 15 recommandations d'amélioration.

-30-

Renseignements :
Bonnie Lysyk
Vérificatrice générale
(647) 267-9263

Le rapport est accessible à l'adresse www.auditor.on.ca

 @OntarioAuditor

Le Bureau de la vérificatrice générale de l'Ontario est un bureau indépendant de l'Assemblée législative qui mène des audits de l'optimisation des ressources et des audits financiers du gouvernement provincial et de ses ministères et organismes. Il audite également les organismes du secteur parapublic qui reçoivent un financement provincial. Sa vision est d'offrir une valeur et un niveau d'assurance exceptionnels aux députés à l'Assemblée législative, au Comité permanent des comptes publics et à l'ensemble de la population ontarienne en faisant un travail de haute qualité qui favorise la responsabilisation, l'optimisation des ressources et une gouvernance efficace dans le secteur public de l'Ontario.